



Déclaration CGT au CCE IBM-France du 21 mars 2018

Consultation sur le bilan social IBM France 2017 dans le cadre de la consultation sur la politique sociale, les conditions de travail et l'emploi de la Compagnie IBM France SAS

Le constat de la CGT sur le bilan social 2017 d'IBM France SAS est celui d'une situation chronique qui ne cesse de s'aggraver :

- Baisse constante des effectifs suite aux PSE successifs depuis 2012. Pyramide des âges très inquiétante en rapport avec les non-reconversions des "anciens" et le peu d'avenir des jeunes à la compagnie,
- La GPEC-PPT présentée aux élus en décembre 2017 va encore instruire une décroissance des effectifs pour l'ensemble des entités et un surplus de travail pour ceux qui restent,
- Aucune volonté à ce jour de la direction de revitaliser les sites en région pour compenser la baisse des activités « historiques » en déclin, malgré la démonstration par les salariés de tous âges de leur capacité à s'adapter durant les décennies passées,
- Dégradation des conditions de travail : les risques psycho-sociaux notamment devraient s'accroître de manière prévisible du fait de l'incertitude sur l'avenir, des risques d'externalisation ou de transfert, de suppression de postes ou de mutations, de l'augmentation des déplacements professionnels en région qui coupent le lien social ou familial et augmentent la fatigue, de l'intensification du travail, des processus omniprésents et arbitraires comme l'outil d'évaluation Checkpoint,
- Politique salariale qui exclut d'année en année de plus en plus de salariés, qui, malgré leur ancienneté, sont toujours en deçà des minima garantis par l'UIMM à qui IBM fournit le plus gros contingent de personnel à la RAG, mais aussi avec un écart grandissant entre les cadres dirigeants et les autres salariés, et entre les salariés selon leur localisation,
- Absence d'un budget spécifique pour assurer l'élévation et la reconnaissance des qualifications - toutes catégories socioprofessionnelles confondues – mais aussi absence d'un véritable plan de formation pour répondre aux changements qui ont eu lieu suite aux PSE et suppressions de postes successifs, ainsi qu'aux besoins légitimes de reclassement et de reconversion des salariés des établissements.

Ce bilan social 2017, hélas de même nature que les précédents, est révélateur d'une politique axée très fortement sur la rétribution du capital, au détriment des investissements et des salariés : en effet, au niveau groupe, 75% de la trésorerie nette disponible sont en effet reversés aux actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions.

Les salariés, pourtant les principaux producteurs de la santé financière et économique de l'entreprise, sont traités tour à tour comme un poste de dépense à réduire et comme une variable d'ajustement fonction des aléas du cours de l'action en bourse.

En conséquence, la CGT porte un avis négatif sur le bilan social 2017 d'IBM France présenté par la direction.